



Alliance of Liberals and Democrats for **Europe**  
Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'**Europe**

---

## Communiqué de Presse

SERVICE DE LA PRESSE & DES RELATIONS PUBLIQUES

---

Distribution: immédiate  
Bruxelles, le 26 avril 2006

### **L'ADLE SALUE LE PROJET DE RAPPORT SUR LES VOLS PRESUMES DE LA CIA ET LES PRISONS SECRETES SUR LE TERRITOIRE DE L'UE**

Sarah LUDFORD (LibDem, Royaume-Uni), première vice-présidente de la commission temporaire sur les allégations d'activités illégales CIA dans l'UE, s'est félicitée du projet de rapport. *"Le rapport affirme que, sur base des éléments analysés jusqu'à présent, les droits fondamentaux de l'homme ont été violés, à plusieurs reprises et de façon inadmissible; il parle aussi de l'utilisation de la torture. La CIA est également responsable de l'enlèvement et de la détention illégale de terroristes présumés sur le territoire de l'UE. Au vu de cette déclaration, il est fort peu probable que les Etats membres n'étaient pas au courant que des détentions exceptionnelles avaient lieu sur leur territoire, ce rapport souligne bien la complicité grave des gouvernements de l'UE. Ils ont soit passivement fermé l'oeil, ou soit activement collaboré avec la CIA".*

Selon Sarah Ludford, il était nécessaire pour les Etats membres - ainsi que pour les autorités américaines et les autres états impliqués - de prouver, dès le début, qu'ils n'avaient pas été impliqués dans les soi-disant détentions de prisonniers. *"Cependant, l'attitude des gouvernements semble être dirigée par "un pacte secret du silence" pour nier toute connaissance ou participation des autorités dans les cas d'emprisonnements", a-t-elle expliqué.*

*"Il y a de plus en plus de preuves dévoilées comme les cas italiens, suédois et allemands; les déclarations faites par le ministre de l'Intérieur tchèque, affirmant que la CIA lui avait demandé d'accueillir une prison secrète dans son pays; le récent limogeage de l'analyste Mary McCarthy, agent de la CIA, ce sont tous des éléments rassemblés par des journalistes, des avocats, l'Ombudsman, les institutions de l'ONU, les O.N.G et le Conseil de l'Europe", a-t-elle déclaré. "La commission doit continuer ses recherches et achever le travail qu'elle a commencé".*

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:  
Neil Corlett: + 32-2-284 20 77 ou + 32-478-78 22 84  
Joelle Fiss: +32-2-283 10 88 ou +32-496-54 83 94

---

Veuillez consulter également: <http://alde.europarl.eu.int/>